



Edito - Agenda : [page 2](#) • Questions à Jean-Louis Tourenne : [page 3](#) • Discours de François Hollande au meeting de Rezé et résultats des élections européennes en Ille-et-Vilaine : [pages 4, 5 6 et 7](#) • Gratuité des livres pour les lycéens - Assemblée Générale des Elus Socialistes et Républicains : [page 8](#) •

Pour l'Égalité Réelle !

par Frédéric BOURCIER, Premier Secrétaire Fédéral

Le développement d'une société inégalitaire est incompatible avec nos valeurs.» Après les succès électoraux de 2004, en préalable à notre travail sur le projet 2007, cette phrase rappelle comme une évidence. Elle est pourtant d'actualité comme le décrit Dominique Strauss-Kahn dans sa note pour la Fondation Jean-Jaurès.



La machine inégalitaire s'est remise en route en Europe et en France. L'un de ces traits les plus inacceptables se caractérise par l'immobilité sociale. Le modèle social-démocrate atteint-il ses limites ? Doit-on se contenter aujourd'hui de réparer en déployant les ailes fragilisées de l'Etat-providence ? Les inégalités de départ sont-elles alors réellement corrigées ? La note propose d'adjoindre au socialisme de distribution deux autres ambitions.

«Le socialisme de production» : attaquer les inégalités là où elles se créent en se

tournant vers le monde de la production : démocratie sociale, régulation, des licenciements économiques, sécurisation des parcours professionnels, législation sur les accidents du travail. Les chantiers de ce socialisme de production ne manquent pas.

«Le socialisme de l'émancipation» : attaquer les inégalités de départ en intégrant les exclus dans la communauté nationale et en assurant la promotion sociale. C'est la question des services publics qui est posée. Quels périmètres, quelles formes, quelle répartition des moyens lorsque l'on souhaite lutter contre les inégalités notamment territoriales.

Nous sommes là, très loin de l'accompagnement social du libéralisme et les trois socialismes ont un coût qui nécessite une croissance économique forte. Dans le contexte de mondialisation, nous devons renforcer l'Europe politique car le levier étatique est de moins en moins efficace.

Notes de la Fondation Jean-Jaurès — N°49 - Juillet 2004 — «Pour l'égalité réelle».

Echos de la Fédération :

TRÉSORERIE

Le mardi 8 juin, les locaux de la Fédération n'étaient pas assez grands pour accueillir les soixante dix trésoriers des sections et mandataires financiers des candidats aux cantonales, qui ont répondu à l'invitation de Benoît Leray, Premier Secrétaire Fédéral Adjoint chargé de la Trésorerie. En présence de Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral, et de Denise Caron, Présidente de la Commission des Comptes, cette soirée ponctuée par un buffet a permis de dresser le bilan financier des campagnes de mars 2004 et de préparer les échéances de 2007.

CCAR

Le vendredi 25 juin, les délégués des sections de l'agglomération rennaise se sont réunis pour procéder à l'élection du secrétaire du Comité de Coordination de l'Agglomération Rennaise. Christian Anneix, secrétaire de la section de Cesson-Sévigné, a été élu secrétaire et est assisté d'un bureau de 10 membres.

Cette nouvelle institution du Parti Socialiste travaillera de manière étroite avec les élus socialistes qui siègent à Rennes-Métropole.

FÊTE DE LA ROSE

DIMANCHE 26 SEPTEMBRE
AU PARC DES GAYEULLES
DE RENNES

LES SOCIALISTES
FÊTERONT LEURS VICTOIRES
ET LANCERONT L'ÉLABORATION
DU PROJET DE 2007

La fête ouvrira ses portes
à 10 heures
par une animation sportive.

Dès 11 heures :

trois forums-débats lanceront les animations politiques.

A midi,

les participants trouveront de quoi se restaurer auprès des traditionnels stands de moules, huîtres, paëlla, potée bretonne et crêpes.

Nouveauté :

des sandwiches et kebab seront également proposés.



FRANÇOIS HOLLANDE
interviendra à 14 h 30

Ce discours sera suivi de la tenue d'une deuxième série de trois forums à **15 heures**.

Par ailleurs, les commissions fédérales **Edu-cation, Entreprises, Santé** tiendront des cafés-citoyens.

Les groupes socialistes des différentes collectivités tiendront des stands permettant les échanges avec les militants et les sympathisants. Une animation culturelle et les jeux de la Jaupitre compléteront le caractère festif.

Le numéro de *L'Unité* 35 de septembre vous donnera toutes les informations pratiques. D'ores et déjà réservez votre **26 septembre de 10 à 17 heures**



Benoît LERAY

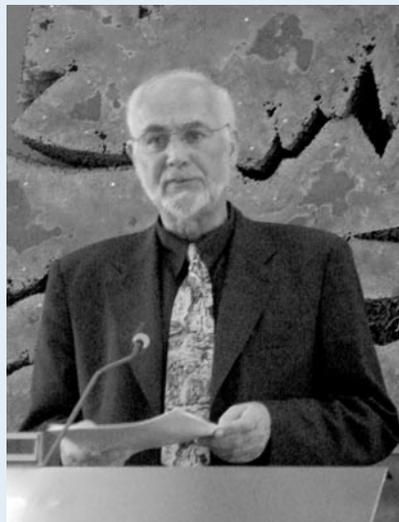
QUESTIONS À

Jean-Louis TOURENNE

Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine

Tu es à la tête du Département depuis trois mois. Comment s'est passée cette arrivée ?

Cela a été une découverte. Il a fallu partir à l'aventure pour se familiariser avec le fonctionnement d'une administration de 2500 personnes, comprendre comment être le plus efficace, et quels étaient les circuits que devaient prendre les décisions. Prenons le courrier : nous recevons aujourd'hui au Conseil général quelque 1 000 lettres par jour, soit deux fois plus qu'avant les élections. Sans compter les mails et les appels téléphoniques. Faire en sorte de ne pas se laisser submerger par tout ce courrier et, en même temps, se tenir au courant de la façon dont les choses se passent pour les grandes décisions comme pour les petits mécontentements, qui s'expriment sur le terrain, permet de savoir comment les citoyens reçoivent les projets que nous mettons en place. Reste que notre tâche depuis trois mois est extrêmement enthousiasmante. Elle nous oblige à inventer, à innover. Après trente ans d'opposition, c'est une grande joie de donner une nouvelle dimension aux valeurs qui ne cessent de nous animer.



Comment travaille ta majorité ?

L'ensemble des Conseillers généraux de la majorité s'est mis au travail avec beaucoup d'ardeur. Chacun a une mission propre, pour laquelle il a commencé à prendre des contacts, à élaborer des dossiers, à préparer les décisions à soumettre à l'assemblée. Nous avons mis en place six commissions, dont l'intitulé dit bien les préoccupations qui nous animent et qui seront notre fil conducteur pour les trois prochaines années : économie et emploi, égalité des chances, solidarité, équilibre territorial, qualité de vie et finances. L'audit financier en cours devrait bientôt nous en dire plus sur nos marges de manœuvre, nous permettre de programmer nos actions et de déterminer le rythme de leur mise en œuvre.

Par ailleurs, nous avons rencontré nos interlocuteurs naturels, la Région et la Ville de Rennes pour travailler de concert sur les objectifs que nous partageons.

Quels ont été les points forts des premières sessions ?

Une mesure phare concentre l'attention : celle du prêt d'ordinateurs portables aux élèves de 3^e. Cette mesure est l'illustration de ce que doit être notre politique : la conjonction d'une ambition idéologique et d'une mise en œuvre à la fois

ferme et empreinte de concertation, au bénéfice du plus grand nombre pour réduire la fracture sociale. Je suis très fier de porter cette mesure et je tiens à féliciter Mireille Massot qui, quotidiennement, se consacre à ce dispositif essentiel.

Ce projet ne saurait occulter nombre de dispositifs votés et en cours d'application : les dotations aux collèges ont été majorées de 10%, les subventions aux associations socioculturelles qui avaient vu leur dotation diminuer de 20% ont été rétablies, en matière d'accueil des personnes âgées la création d'un fonds relais permettra la création de 2000 places complémentaires (l'Etat n'en finançait que 30 par an). La construction de logements sociaux neufs et la réhabilitation ou la démolition-reconstruction des logements HLM sera accélérée. Le schéma des transports collectifs a été révisé afin d'offrir une meilleure tarification et une meilleure desserte. La question sensible de l'assainissement collectif a enfin été réglée dans un souci d'équité. Un travail important est engagé sur le thème de la facilitation de la transmission des entreprises artisanales et commerciales... Les comptes-rendus de mandat seront l'occasion de faire un état des lieux exhaustifs de nos décisions et orientations.

Comment feras-tu pour rester à l'écoute des habitants et demeurer fidèle à la ligne de conduite que tu t'es fixée ?

Je compte sur les outils de la démocratie participative qui sont en train de se mettre en place. Nous créons des comités consultatifs composés de représentants des acteurs et des usagers des grands secteurs de notre action : culture, développement économique, collèges, jeunes... Ils auront pour finalité de faire des propositions qui me seront soumises. Personnellement, j'irai chaque mois dans un canton, à la rencontre des élus et des habitants. J'y tiendrai le soir deux réunions – une avec les militants et une publique - pour expliquer la position et les orientations du département.

L'écoute des habitants se conjugue avec un travail et une réflexion permanente avec les militants. Je sais ce que je leur dois : ceux qui se sont engagés hier, ceux qui aujourd'hui se battent avec conviction, sont les moteurs de notre victoire. Je sais à quel point cela peut être parfois difficile, a fortiori dans une société où la politique est dénigrée. Je reste cependant convaincu que faire de la politique n'est jamais aussi essentiel que lorsqu'une société tend à véhiculer le contraire. Très rapidement, en accord avec notre Premier Secrétaire Fédéral, je consulterai l'ensemble des militants pour arrêter la façon dont nous allons travailler tout au long de cette mandature.

Discours de **François Hollande** *au meeting de Rezé* (10 juin 2004)

Le 13 juin, il n'y a qu'un vote à faire, c'est le vote social, le vote social pour faire avancer l'Europe sociale, le vote social pour garantir le pacte social en France, le vote social pour sanctionner les reculs sociaux du gouvernement Raffarin.

C'est en effet notre dernière réunion de campagne pour ces élections européennes. Depuis plusieurs semaines, nous, les socialistes, nous faisons campagne, inlassablement campagne, parce que c'est notre conception de la politique, c'est le sens que nous donnons au suffrage universel, c'est le respect que nous accordons aux citoyens.

Nous faisons campagne non pas pour arracher des places, non pas pour conquérir des honneurs, non pas pour nous attirer des lauriers. Nous faisons campagne parce que nous avons un mandat, parce que nous avons une mission, une quête : celle d'obtenir la confiance des Français, et là, mieux encore, la confiance des Européens.

Nous ne faisons pas campagne seuls, mais avec tous nos amis européens qui nous ont fait l'honneur de participer avec nous, semaine après semaine, à ces réunions publiques. Poul Rasmussen, le président de notre parti, de votre parti, le Parti des socialistes européens, José-Luis Zapatero, hier, à Toulouse avec Kader. Et Kader sera bientôt aussi connu de José-Luis Zapatero parce qu'il participe à la même campagne, la campagne des socialistes européens. Et aujourd'hui, Angelika, nous sommes fiers d'accueillir une socialiste allemande, parce que c'est bien plus que la réconciliation. Nous portons aujourd'hui le même idéal de l'Europe et c'est ce qui fait la force de notre campagne. Merci d'être là.

Nous faisons campagne avec les militants, du Parti socialiste, pas tous, d'ailleurs, membres du Parti socialiste. Parce qu'il y a beaucoup de militants, d'amis du Parti socialiste qui sont présents dans nos campagnes, même s'ils n'ont jamais pensé prendre une carte. Mais pour être socialiste, il ne suffit pas d'avoir une carte. Il faut d'abord être là, dans les campagnes, dans les grands moments, dans les grandes histoires du mouvement socialiste. Et c'est ce que nous faisons encore ce soir. Merci d'être là, merci, jeunes socialistes, de montrer une nouvelle fois l'exemple, merci à vous tous, comme toujours, d'être au rendez-vous.

Et pour être dans une campagne, il faut aussi avoir des candidats. Et j'ai voulu, ce soir, pour cette dernière réunion, vous présenter, non pas nos candidats, mais

l'équipe qui siègera au Parlement européen en votre nom. D'abord, Bernard Poignant, que j'ai découvert dans un nouveau rôle.



Le Moïse du socialisme qui vient montrer les Tables de la loi, dix commandements, rien que ça ! Je t'en donne un de plus : «De ton humour, Bernard, jamais tu ne te départeras», parce que l'humour, c'est l'arme absolue contre la bêtise. Et nous avons besoin de cette arme qui ne fait de mal à personne, sauf à ceux qui parfois peuvent se reconnaître dans la bêtise, et il y en a.

Il y a ici aussi Michel Rocard que j'ai vu dans cette campagne plein d'enthousiasme, plein de force, plein de vie. Je suis fier et heureux que tu nous aies conduit dans cette campagne dans le Sud-Est à une victoire qui sera pour toi comme une reconnaissance. Certains disent même une nouvelle naissance. Nous verrons bien. Mais bravo à toi, Michel !

Pervenche Bérès, notre présidente de délégation qui, c'est vrai, a su travailler, et avec quelle autorité, ils peuvent en témoigner, pour que Jacques Floch fasse un rapport témoignant de la présence... Vous connaissez le scrupule de Jacques, il n'aurait pas voulu être partisan. Et donc, il a reconnu que la délégation socialiste avait bien travaillé, et c'est le travail, justement, de Pervenche.

Pierre Moscovici, qui a eu cette grande responsabilité d'être ministre des Affaires européennes de Lionel Jospin,

alors oui, il fallait qu'il soit aussi au Parlement européen pour les années qui viennent.

Harlem Désir : quelle chance d'avoir un nom qui donne envie et un prénom qu'il a su rendre familier. Harlem, devenu un véritable quartier d'Europe depuis que tu sièges au Parlement européen.

Catherine Guy-Quint, l'Auvergnate, elle est dans ma circonscription et donc je vous annonce ici, ce soir, que je voterai pour la liste de Catherine le 13 juin.

Henri Weber qui a de multiples talents, et notamment celui de faire des livres qui expliquent le socialisme à nos enfants. Henri, il faudra l'expliquer aussi aux Européens. Parce que nous avons là encore du travail.

Et puis, il y a Kader Arif, l'homme de Toulouse, l'homme de la grande région Sud-Ouest, qui veut toujours apparaître comme une valeur-refuge alors que tu es simplement une valeur d'exemple de notre diversité et de la qualité de notre parti.

Et puis, c'est vrai, message de l'Outre-Mer, parce que l'Europe c'est aussi l'Outre-Mer, et l'Outre-Mer a besoin de l'Europe. Et l'Europe fait beaucoup pour l'Outre-Mer. Et il faut aussi que, dans ces régions ultramarines, l'Europe soit une source de rayonnement, non



pas pour elle-même. Nous ne sommes pas Européens simplement pour nous-mêmes. Nous sommes Européens pour changer le monde. Ce qui fait la dignité, l'identité de l'Union européenne que nous construisons, c'est que nous ne voulons pas nous protéger nous-mêmes. Nous devons porter un message universel, des valeurs d'humanité au reste du monde.



Nous sommes fiers d'être une Europe de paix. Mais, quand il y a autant de guerres autour de nous, pouvons-nous nous-mêmes considérer que notre tâche serait terminée parce que nous serions nous-mêmes en paix ? Si nous voulons faire l'Europe, c'est pour porter ce message de paix, c'est pour l'imposer au monde et c'est pour faire en sorte qu'il n'y ait pas qu'une seule puissance ici qui règne, et que l'Europe a vocation non pas à être elle-même une puissance, seulement une puissance, mais à donner à l'Organisation des Nations Unies sa force, justement. Être Européen, c'est être pour l'Organisation des Nations Unies, comme Aristide Briand était pour l'Europe de la paix et pour la Société des Nations.

Nous avons fait campagne, non pas pour l'Europe, parce que je considère que ce combat-là, le combat pour l'Europe est déjà gagné. Et lorsque l'on voit la difficulté dans ce moment que nous traversons pour ce que l'on appelle les souverainistes, à faire croire qu'il serait possible de quitter l'Europe, de sortir de l'Europe, on se rend bien compte que nous avons franchi la première étape. L'Europe, on y entre, on n'en sort pas, non pas parce qu'on ne pourrait pas en sortir. Libre à chacun de se désolidariser du pacte. Mais parce que les peuples ne veulent pas en sortir. Ils veulent même y entrer. Et les souverainistes, et je veux ici avoir une pensée pour le hobereau populiste de Villiers, le souverainisme n'est en fait qu'un extrémisme. Et, il n'y a jamais loin entre l'extrémisme de Villiers et l'extrémisme de Le Pen, jamais loin, si ce n'est une différence de degré, pas de nature. Certes, l'un est xénophobe, Le Pen, mais l'autre défend des valeurs, et Jacques Auxiette le sait, qui sont loin de la République.

Alors, dans cette campagne, nous ne devons pas simplement défendre l'Europe, nous devons porter un projet, donner un sens, affirmer une volonté, fixer la direction, et nous l'avons donnée : c'est l'Europe sociale. C'est l'enjeu de ce scrutin. Parce que l'Histoire qui se fait maintenant en Europe, c'est l'Histoire qui s'est déroulée tout au long du XIX^e et du XX^e siècle en France. C'est l'histoire de conquêtes sociales, des avancées, du progrès, des réformes, étape par étape, que nous les socialistes, mais pas simplement nous, avons progressivement arrachés au monde économique. Et si nous sommes conscients des acquis sociaux qu'il faut préserver en France, nous savons aussi que si nous voulons les garantir, si nous voulons les élargir, si nous voulons les amplifier, c'est dans l'Europe sociale qu'il faudra maintenant les discuter.

C'est la raison pour laquelle le cours que nous engageons de notre propre Histoire en Europe, c'est l'Europe qui doit ouvrir des droits, qui doit donner un salaire minimum, qui bien sûr sera Nation par Nation, puis convergera ensuite vers le haut.

C'est donner un espace de négociation aux syndicats européens avec un patronat européen. Nous n'avons rien à perdre avec le MEDEF que de prendre un patronat européen à sa place. Et il nous faudra aussi avoir, dans cette Europe, la volonté de donner davantage de droits, de garantir notre solidarité, notre Sécurité Sociale, même si elle restera de compétence nationale.

Face à notre volonté d'Europe sociale, nous entendons les mêmes rengaines, d'un archaïsme libéral, rituel, qui nous dit : « *N'allez pas plus loin. Le social, c'est trop dur, vous n'y arriverez pas. Il y a la mondialisation, il y a le capitalisme, il y a les lois économiques, il y a les Nations qui résistent, il y a les États-Unis d'Amérique, il y a les pays d'Asie. Vous ne pouvez pas faire l'Europe sociale* ». Et nous répondons : Si ! Nous en avons la volonté et ce n'est pas plus dur de faire l'Europe sociale que ce n'était difficile pour le prolétariat organisé au XIX^e siècle d'arracher les droits, et pas plus difficile au XX^e siècle de conquérir la Sécurité Sociale, les congés payés et les droits à la retraite. C'est le même processus que nous engageons à l'échelle de l'Europe. Et l'on nous dirait que c'est trop difficile, qu'il faudrait y renoncer ? ! Jamais ! C'est notre devoir de socialistes.

On nous dit : « *C'est trop risqué, n'allez pas plus loin. Les lois de l'économie sont trop rudes, la compétition économique trop féroce, les délocalisations trop rapides. Vous allez désorganiser l'économie* ». Mais c'est exactement ce que disaient déjà les libéraux et les conservateurs au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand on posait les règles du droit du travail, du droit social et même de la fiscalité redistributive. Quand, au début du XX^e siècle, déjà des radicaux, des socialistes se battaient pour l'impôt sur le revenu, on leur opposait les mêmes difficultés, les mêmes impossibilités, et plus tard pour l'impôt sur la fortune, les mêmes arguments nous étaient opposés.

Ce n'est pas trop risqué que de faire la justice. L'égalité est à ce prix. Elle n'est jamais une crainte pour la liberté. Et ceux qui opposent liberté et égalité ne sont ni pour la liberté, ni pour l'égalité.



On nous dit : « *Vous êtes trop incantatoires, vous les socialistes Français, trop utopiques. Vous n'arriverez pas, même à convaincre les autres socialistes* ». Mais c'est notre travail, c'est notre tâche. Et si nous sommes au sein du Parti des socialistes européens, ce n'est pas pour imposer notre point de vue, c'est pour convaincre. Et nous l'avons fait ces dernières semaines, nous l'avons fait dans notre parti, le Parti des socialistes européens. Beaucoup aujourd'hui font campagne, en Allemagne, au Portugal, en Espagne, en Italie sur le thème de l'Europe sociale. Il faudra encore aller plus loin. Mais nous avons, nous, cette force de conviction qu'on ne nous enlèvera pas. Nous sommes socialistes, non pas socialistes français, mais socialistes européens, et les thèmes que nous portons ne sont pas pour nous, simplement pour nous protéger nous-mêmes, mais pour, là encore, élargir, comme l'Europe, les ambitions que nous portons ici, en France.

L'Europe sociale est indispensable à la réussite de notre projet ici. Nous reviendrons aux responsabilités, je l'espère, en 2007. Et nous ne pourrions réussir de nouveau aux responsabilités que s'il y a une Europe sociale. Parce que si nous voulons transformer notre pays, assurer le plein emploi, avoir une fiscalité redistributive, garantir les services publics, protéger l'environnement, élargir les droits sociaux, nous ne pourrions y parvenir que si l'Europe est à l'unisson de notre propre mouvement, et qu'elle ne nous impose pas des règles, des normes, des lois européennes qui iraient contre notre propre ambition. Vouloir l'Europe sociale, c'est servir déjà, maintenant, le projet qui sera le nôtre en 2007. C'est préparer l'alternance, c'est préparer la durée de la transformation qui sera la nôtre lorsque nous serons de nouveau au pouvoir.

Jamais le clivage gauche/droite n'aura paru aussi clair que dans cette élection. Oui, c'est un choix européen entre un parti de droite qui s'appelle le PPE, parti pas populaire et peu européen, et puis l'autre parti qui ne représente pas toute la gauche, le Parti socialiste européen. Entre ces deux partis, il n'y a pas de différences de degrés, il y a des différences de nature profondes.

Que propose la droite européenne ? La libéralisation des services publics. Nous, nous voulons une loi sur les services publics en Europe garantissant leur pérennité et l'égalité de tous pour y accéder. Ils nous proposent d'allonger la durée maximale du travail en Europe, la droite européenne, quand nous proposons, nous, de réduire le temps de travail parce que c'est la perspective que nous devons chaque fois ouvrir. Ils nous disent qu'il ne faut pas de contraintes environnementales à la production, et nous les socialistes, nous posons le principe pollueur payeur. Ils nous demandent de faire référence à Dieu dans la Constitution européenne, et nous, nous disons que la Constitution européenne doit être laïque parce que l'Europe n'appartient à aucune religion. Ils nous disent qu'il n'est pas possible d'augmenter le budget européen, qu'il faut même le baisser, et nous, nous disons l'inverse : il faut l'augmenter si on veut donner priorité à la recherche, à l'éducation, à la culture, à l'aménagement du territoire.

Cette droite au Parlement européen n'a pas sanctionné Berlusconi lorsqu'il a insulté un député

socialiste allemand. Cette droite européenne n'a pas condamné l'alliance entre la droite et l'extrême droite en Autriche. Cette droite européenne admet en son sein le parti conservateur britannique qui veut sortir son pays, l'Angleterre, de l'Union. Et il n'y aurait pas de différences entre la gauche et la droite en Europe ? Mais, là aussi, quelle rengaine. Chaque fois que la droite est en difficulté, elle feint de gommer les clivages et les différences. Et cela peut parfois, on s'en souvient, abuser les électeurs.

Face à cette droite européenne, face à cette gauche européenne qui veut elle-même se rassembler, parce que de la même manière que nous voulons rassembler la gauche en France, il faudra rassembler la gauche en Europe. La gauche en Europe, ce n'est pas simplement les socialistes, c'est aussi les verts, les communistes à l'échelle de l'Europe, à condition, là encore, qu'ils portent la même ambition pour leur propre continent.

Droite et gauche à l'échelle européenne, droite et gauche à l'échelle nationale, c'est le même clivage, c'est le même vote. Et à cet égard, nous devons voter pour assurer une majorité de gauche au Parlement européen et en même temps envoyer le plus de députés socialistes français dans le groupe socialiste au Parlement de Strasbourg. Voilà l'utilité du vote.

Jean-Marc Ayrault disait qu'il n'y a plus de différence entre la politique intérieure et la politique extérieure. C'est vrai. Politique intérieure et politique extérieure se confondent. On ne peut pas à la fois penser qu'il faille intervenir en Irak de la manière américaine et en même temps ne pas proposer un système de sécurité collective en Europe.

Nous avons nous-mêmes à faire des choix, des choix qui seront difficiles. Nous sommes pour une Europe de la défense, nous sommes pour partager nos ressources, mais aussi nos engagements militaires pour l'Europe. Nous voulons une Europe puissance pour qu'elle pèse sur le destin du monde.



Alors, dans ce contexte, nous devons politiser cette élection dans le meilleur sens du terme, parce que la droite, depuis les élections régionales, a la peur du vote, a peur du scrutin. Elle fait donc le pari de la torpeur estivale, de l'oubli même de l'élection. L'abstention

est sa meilleure alliée. Elle fait même le choix d'une abstention forte pour les élections du 13 juin. Le Premier ministre n'a pas voulu inscrire cette élection européenne du 13 juin dans son calendrier, comme si les lycéens qui devaient passer le bac aujourd'hui avaient déclaré à leurs examinateurs que, désolés, ils n'avaient pas eux-mêmes inscrit le bac dans leur propre calendrier. Mais la démocratie, c'est le jugement du peuple, c'est la confrontation avec le suffrage, c'est d'être évalué sur ses résultats. Ce n'est pas si simple pour Jean-Pierre Raffarin, dont on sait aujourd'hui que sa politique a produit plus de chômage, plus d'inégalités, plus de déficit, plus de dettes, et qu'il y a donc une sanction nécessaire, juste, légitime qui doit les frapper. Les ministres, d'ailleurs, ont compris qu'ils ne voulaient pas, eux aussi, être touchés par la vague qui monte. On ne les voit pas dans cette campagne. Ils battaient les estrades, il y a plusieurs mois ; ils se cachent aujourd'hui. Je le dis souvent : la droite n'est pas en campagne, elle est en fuite. Et même son héros, celui qui se pose en sauveur – et pas simplement en sauveur parce qu'il y en a un qui est en péril un peu plus haut et ce n'est pas Dieu – et donc le ministre d'Etat, lui non plus, ne bat plus les estrades. Il est allé, je crois, à Clermont-Ferrand soutenir son protégé. Rien de plus. Il revient d'un voyage en Algérie. À ma connaissance, ce n'est pas encore l'Europe. Et ce ministre me paraît plus préoccupé par une autre campagne qui est de savoir qui sera le prochain président de l'UMP. Et ça, c'est la question qui les obsède. Rendez-vous compte la haute idée qu'ils se font du suffrage universel, des grandes affaires du monde, du destin de l'Europe. Savoir qui sera le successeur d'Alain Juppé. Cette question ne nous intéresse pas, pas plus qu'elle ne passionne les Français. Laissons-leur la présidence de l'UMP. On s'occupera des affaires de l'Etat le moment venu.

Mais il voudrait nous faire croire que le scrutin du 13 juin serait une élection pour rien, qu'elle ne changerait rien, une consultation virtuelle sans enjeu, sans intérêt, sans conséquence. Circulez, citoyens, il n'y a plus rien à voter ! Que vous veniez ou que vous ne veniez pas, votre vote compte pour rien. Quelle erreur ! C'est penser que le résultat d'une élection n'est pas lui-même un acte politique. Je peux vous dire que, selon le résultat du 13 juin, une situation politique nouvelle sera créée, qu'il y aura des conséquences pour le gouvernement, pour la majorité politique en place. Et faut-il encore que le résultat soit clair et lisible. Et c'est tout l'enjeu de l'élection.

Ce que je vous donne comme perspective, c'est finalement de porter le Parti socialiste en tête le soir du 13 juin. Voilà la mission qui nous est confiée, qui vous est confiée. Il faut être, le 13 juin le premier parti de France, et ça ne suffira pas. Il faut faire le plus grand écart entre le Parti socialiste et l'UMP. Plus loin sera l'UMP derrière nous, plus grande sera la chance de redonner un espoir à notre peuple et une obligation au Président de la République de tirer toutes les conclusions du scrutin.

Oui, nous ne mettons pas en cause la légitimité du Président de la République élu dans les conditions que l'on sait en mai 2002. Nous ne mettons pas en cause la majorité au Parlement, à l'Assemblée nationale et au Sénat, élue dans les conditions que l'on sait – notamment pour l'Assemblée nationale. Non ! Nous disons

simplement que selon les résultats du 13 juin, la politique en France sera changée au-delà des hommes qui auraient d'ailleurs dû être déjà changés au lendemain des élections régionales.

C'est la crédibilité, c'est l'autorité, c'est la capacité même de poursuivre leur politique qui sera en cause le 13 juin, selon que l'on arrivera en tête, selon que l'UMP sera loin de nous, selon que la gauche l'aura emporté à ces élections. Je veux le dire aux Français qui doutent encore. À ce moment-là, ils ne pourront pas aller plus loin sur le démantèlement de la Sécurité Sociale, sur la privatisation d'EDF et sur le transfert de charges indues aux collectivités locales. Voilà le sens du scrutin du 13 juin.

Il faut croire à l'utilité du vote, car si les Français n'avaient pas voté comme ils ont voté, les 21 et 28 mars, les recalculés de l'Unedic chercheraient encore leurs droits, les intermittents du spectacle leurs interlocuteurs, les chercheurs leurs crédits et la Sécurité sociale serait déjà passée par ordonnance. Voilà pourquoi il faut voter, voilà pourquoi il faut voter socialiste. Voilà pourquoi il faut porter le Parti socialiste en tête dans ces élections européennes.



Tout a une fin. Nous achevons ainsi une belle campagne, celle que nous avons menée pour les élections européennes. Une campagne trop courte, j'en conviens ; trop ignorée, c'est possible ; trop éclatée géographiquement, c'est certain ! Mais nous avons été portés par un courant de sympathie qui doit devenir – au lendemain du 13 juin – un mouvement d'espoir.

Parce qu'il nous reste tant à faire ensemble : gagner les élections européennes le 13 juin, mais ça ne suffira pas ! Nous avons à accomplir une victoire maintenant sur nous-mêmes, sur nous-mêmes, les socialistes et la gauche.

Nous avons à préparer l'alternance pour 2007. Nous avons à faire un travail collectif qui sera exigeant, qui appellera des propositions nouvelles, qui supposera d'accueillir toutes les idées et de rencontrer toutes les forces vives de notre pays. Nous avons à accomplir cette belle victoire démocratique, de respecter la conviction de tous les Français et en même temps de leur dire la vérité sur la situation de notre pays et de leur montrer la

Nos élus :

- Bernard POIGNANT (29)
- Bernadette VERGNAUD (86)
- Stéphane LE FOLL (72)
- Maryline REYNAUD (16)
- Yannick VAUGRENARD (44)

volonté que nous avons à changer la société dans laquelle ils vivent. Nous avons à respecter scrupuleusement d'ailleurs, parce que nous sommes des démocrates, les calendriers et les échéances et en même temps à être prêts à saisir toutes les occasions qui nous seraient données de donner justement place à nos idées. Nous avons à le faire dans l'unité, l'unité des socialistes à laquelle, moi, je me porte ici caution et garant.

Les socialistes resteront unis. Ils l'ont été dans la défaite, après la défaite, et ce fut leur honneur. Ils le seront après la victoire si la victoire nous est donnée. Ils le seront dans la préparation de leur projet, ils le seront le moment venu dans le choix de leurs candidats. Unis, les socialistes parviendront non seulement à donner la meilleure image d'eux-mêmes mais à rassembler toute la gauche, aujourd'hui éparpillée, qui doute d'elle-même et que nous devons ramener à l'idée majeure de l'Union, car il n'y a pas de victoire sans union et nous en savons quelque chose.

Il faut un Parti socialiste fort ; c'est la condition nécessaire à la victoire, mais il ne faut pas un Parti socialiste seul. Il a ce devoir, l'obligation, l'exigence de rassembler toute la gauche autour de lui et dans le respect même de ses partenaires, à la condition que ses partenaires et ses alliés acceptent l'idée de gouverner ensemble, d'être loyaux ensemble, disciplinés ensemble et de se présenter -le moment venu- à certaines élections ensemble aussi, parce que c'est la force qui nous est là demandée par nos électeurs.

J'ai confiance dans la force de nos idées. J'ai confiance dans la vitalité du socialisme en France et en Europe. J'ai confiance dans ce Parti des socialistes européens que nous bâtissons aujourd'hui. J'ai confiance en l'Europe de demain, celle que nous organisons, que nous décidons aujourd'hui, l'Europe sociale. Il nous reste à obtenir le plus difficile, pas simplement le vote des Français, leur confiance, leur adhésion.



Faites qu'ils nous entendent ; faites qu'ils sachent que les socialistes sont là ! Ils étaient là pour les élections régionales, ils sont encore présents ici pour les élections européennes pour redonner espoir. C'est l'appel de Rezé. Le 13 juin, il n'y a qu'un vote à faire, c'est le vote

social, le vote social pour faire avancer l'Europe sociale, le vote social pour garantir le pacte social en France, le vote social pour sanctionner les reculs sociaux du gouvernement Raffarin.

Et le vote social, c'est le vote socialiste.

LES RÉSULTATS EN ILLE-ET-VILAINE

CANTON	PS	GAUCHE
Antrain	25,30%	36,26%
Argentré	16,17%	26,15%
Bain de Bretagne	26,68%	40,60%
Bécherel	29,43%	44,83%
Bretton	36,85%	55,05%
Bruz	37,36%	54,33%
Cancale	24,06%	36,52%
Cesson	34,03%	51,16%
Chantepie-Vern	40,62%	58,90%
Chateaubourg	25,05%	40,27%
Chateaugiron	32,92%	50,15%
Chateaneuf	29,10%	42,02%
Combours	31,92%	46,27%
Dinard	27,35%	39,77%
Dol	27,94%	41,89%
Fougères Nord rural	18,04%	28,59%
Fougères Sud rural	23,85%	34,52%
Grand-Fougeray	22,79%	33,16%
Guichen	32,80%	52,47%
Hédé	37,00%	53,31%
Janzé	25,68%	40,35%
La Guerche	16,71%	26,59%
Le Sel	28,14%	44,64%
Liffré	36,01%	54,10%
Louvigné	16,92%	25,59%
Maure-de-Bretagne	25,73%	35,85%
Montauban	29,49%	43,19%
Montfort-sur-Meu	34,93%	52,19%
Mordelles	35,05%	52,98%
Pacé-Gévezé-Parthenay	33,07%	49,84%
Pipriac	27,29%	37,63%
Pleine-Fougères	26,76%	39,51%

Plélan-le-Grand	30,66%	45,55%
Redon	31,87%	47,56%
Retiers	19,96%	30,62%
Saint-Aubin-d'Aubigné	34,46%	51,84%
Saint-Aubin-du-Cormier	27,37%	41,18%
Saint-Brice-en-Coglès	28,63%	40,05%
Saint-Malo Sud	31,60%	47,00%
Saint-Meen-le-Grand	25,20%	33,89%
Saint-Jacques-Vezin	40,07%	57,51%
Tinténiac	30,91%	50,84%
Vitré Est rural	15,08%	25,23%
Vitré Ouest rural	16,70%	28,72%

CANTONS RENNAIS	PS	GAUCHE
Rennes centre	29,18%	48,57%
Rennes centre-ouest	35,05%	55,54%
Rennes nord-ouest	41,55%	61,67%
Rennes nord	38,30%	58,78%
Rennes nord-est	35,15%	51,76%
Rennes est	36,34%	57,64%
Rennes sud-est	41,91%	64,86%
Rennes le Blossne	45,63%	63,71%
Rennes centre-sud	38,94%	58,98%
Rennes Bréquigny	40,28%	58,07%
Rennes sud-ouest	36,72%	56,92%

VILLE	PS	GAUCHE
Fougères	32,70%	45,54%
Redon	34,32%	50,98%
Rennes	37,90%	57,78%
Saint-Malo	28,35%	42,65%
Vitré	25,99%	38,49%



Gratuité des livres pour les lycéens bretons

Le 16 juin, Michel Morin, vice-président du Conseil Régional en charge de la Formation initiale, professionnelle et de l'apprentissage, a présenté à la presse le dispositif de gratuité des manuels scolaires, premier grand chantier mis en œuvre par la Région, qui sera adopté lors de la session du 1^{er} juillet.

La gratuité des livres pour les lycéens a fait partie des engagements pris par Jean-Yves Le Drian et ses colistiers pendant la campagne, engagement qu'ils ont tenu à mettre en œuvre au plus vite, pour que les lycéens et leurs familles puissent en bénéficier dès la prochaine rentrée. Michel Morin a voulu d'abord saluer le travail de fond effectué par le Conseil Economique et Social de la Région, qui a réalisé dans un délai très court une étude complète des besoins et des perspectives. Les préconisations

du CESR ne pourront pas être complètement prises en compte dès cette année, notamment du fait des contraintes budgétaires, mais elles restent à l'étude, pour succéder au dispositif transitoire de la rentrée 2004.

Un dispositif transitoire

Plusieurs possibilités de mise en œuvre étaient ouvertes au Conseil Régional, comme la fourniture des livres par les établissements, la carte à puce ou le chèque-livres. Mais les contraintes liées au Code des marchés publics auraient par trop retardé l'effectivité de la gratuité.

Aussi, dans un premier temps, l'aide directe versée aux familles est apparue comme la solution la plus adaptée. Elle sera concrétisée par l'intermédiaire

d'une dotation aux établissements qui la reverseront aux familles dès la rentrée. Ce dispositif sera évalué dès l'automne, et modifié pour la rentrée suivante.

Le montant de l'aide a été fixé à un forfait de 60 euros par lycéen. Cette somme correspond au coût moyen des livres pour les familles après revente de la collection utilisée l'année précédente, réparti sur les trois ans de scolarité lycéenne.

Les bénéficiaires en seront dans un premier temps les terminales de l'enseignement général et technologique et les élèves de l'enseignement professionnel en dernière année, afin d'éviter le phénomène de la "génération sacrifiée"; seront aussi concernés tous les élèves boursiers de première, et ceux de seconde des lycées agricoles et maritimes, qui ne bénéficient pas du prêt des manuels financés par le contrat de plan.

Par ailleurs, le Conseil Régional participe au premier équipement des jeunes scolarisés en lycée professionnel (achat de la "boîte à outils"). En 2005, le montant de cette aide pourra être réévalué pour prendre en compte l'achat de chaussures de sécurité, et le dispositif sera étendu aux jeunes entrant en apprentissage. Pour les lycées maritimes, sera également financé dès la rentrée prochaine, l'achat de vêtement à flottabilité intégrée.

La nouvelle majorité de gauche met donc rapidement en œuvre ses premiers engagements.

UDES

Assemblée Générale des élus Socialistes et Républicains

De nombreux maires, adjoints, conseillers municipaux majoritaires et d'opposition, conseillers généraux et conseillers régionaux ont participé à l'assemblée générale de l'Union départementale des Elus Socialistes et Républicains à la Maison pour Tous de Chantepie, le vendredi 18 juin, en présence de membres du Bureau Fédéral du Parti Socialiste.

Après les mots d'accueil de Michel Loret, maire de Chantepie, Guy Jouhier, Président de l'UD, Sébastien Sémeril, Secrétaire, et Juliette Soulabaille, Vice-Présidente, ont rappelé les différentes actions de formation et d'information menées depuis le dernier congrès à destination des élus, en soulignant la qualité accordée à la préparation des candidats aux dernières élections cantonales. Les rapports d'activités et financiers ont été adoptés à l'unanimité.

Les débats se sont ensuite orientés sur la perspective de 2007 et l'ardente obligation de réussir dans les collectivités conquises cette année, Région et Département; réussite en termes de solidarités intergénérationnelles, d'aménagement harmonieux des territoires, d'emploi, de qualité de vie et de développement durable.

«Les électeurs ont signifié leur rejet de la politique de la droite au pouvoir, a alors rappelé Guy Jouhier, mais ils ont surtout souhaité confier aux socialistes le soin de répondre à leurs aspirations». Outre la mise en commun

des expériences initiées dans les différentes collectivités, deux axes de travail ont été mis en avant pour les prochains mois :

- renforcement de la formation des élus,
- élargissement au plus grand nombre de la diffusion des politiques mises en œuvre en Ille-et-Vilaine.



Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral, s'est félicité de la volonté de l'UDES 35 de collaborer plus étroitement avec la Fédération du PS, notamment dans sa participation à l'élaboration du projet pour 2007. Cette cohésion politique est d'autant plus nécessaire qu'elle élargira l'audience et la crédibilité des socialistes dans le département. Benoît Leray a indiqué, en sa qualité de Trésorier du PS, que la Fédération accordera de nouveaux moyens à l'UD pour répondre à ses missions.

Jean-Pierre LEBORGNE

Le bureau de l'UD est ainsi constitué :

Président : Guy Jouhier

Vice-Présidents : Juliette Soulabaille, Sébastien Sémeril

Trésorier : Yves Nicolas

Secrétaire : Rozenn Geffroy.